

enthousiasme pour presque tout ce qui touche à la France — et cela, il faut l'avouer, chez des gens parfois dont le manque d'enthousiasme, ou même de compréhension pour leurs compatriotes francophones ne manque pas de décevoir. Le sentiment francophobe bien compréhensible suscité chez de nombreux canadiens anglophones par le «Vive le Québec libre» du général de Gaulle en 1967 semble avoir été, le plus souvent, de courte durée. Le remarquable succès des activités de l'Alliance française à Toronto pendant l'année 1977-1978 témoigne des sentiments francophiles d'une partie importante de la population canadienne anglophone — qui constitue près des trois quarts de la population canadienne dans son ensemble.

L'ambiance d'incertitude ou d'instabilité latente caractérise non pas les relations entre les deux *peuples*, mais entre les deux *États*. Dès lors, ces incertitudes paraissent d'autant plus étonnantes, indésirables et inutiles. La France ne semble pas savoir exactement quel type de relations elle désire entretenir avec le Canada, d'autant plus que le Québec, tout naturellement, cherche à avoir avec la France des relations plus étroites que n'en recherchent Ottawa.

Ambiguïtés persistantes

L'attitude envers le Canada dont ont fait preuve M. Valéry Giscard d'Estaing et les gouvernements français formés depuis les élections présidentielles de 1974 a été plus nuancée — et plus polie — que celle de la France officielle sous les présidences du général de Gaulle et de Georges Pompidou. L'on constate même que la nature incertaine des présentes relations franco-canadiennes découle en grande partie du fait que des relations en apparence normales (ou presque) ont succédé à des rapports ouvertement hostiles — et c'est déjà un progrès. Les incertitudes actuelles peuvent échapper au grand public, mais retiendront l'attention de ceux qui se pencheront de près sur les relations franco-canadiennes. Le souvenir des visites en France de membres du gouvernement québécois actuel, issu du Parti québécois, vit encore dans les mémoires canadiennes: l'on se rappellera le problème de la rosette de la Légion d'honneur dont fut décoré M. Lévesque, l'actuel premier ministre québécois, décoration qui, aux yeux d'Ottawa, malmenait quelque peu la souveraineté canadienne.

Mais un exemple bien autrement remarquable des ambiguïtés qui pèsent encore sur les relations franco-canadiennes fut offert par le spectacle des voyages successifs à Paris, dans les mois qui suivirent les présidentielles françaises de 1974, du premier ministre canadien, M. Trudeau, et

du premier ministre québécois d'alors, M. Bourassa. Certes, M. Trudeau reçut un accueil officiel digne du chef de gouvernement d'un pays ami, et l'on pouvait le voir, au dire de la télévision française, se promener «bras dessus bras dessous» avec son homologue français d'alors, le gaulliste Jacques Chirac. Mais M. Bourassa s'est vu accorder un accueil encore plus chaleureux, souligné par sa présence à une réunion du conseil des ministres français, un rare honneur destiné à suggérer des rapports quasi familiaux entre la France et le Québec. Et pourquoi pas? Pourvu que des rapports privilégiés franco-québécois n'empêchent pas le développement de rapports privilégiés franco-canadiens.

L'exemple des visites en France de Messieurs Trudeau et Bourassa révèle toutefois que les incertitudes qui vicient les rapports officiels franco-canadiens sont largement fonction de l'attitude ambiguë de la France envers les «deux Canadas». C'est dire, certes, que ces incertitudes sont en partie dues à la nature ambiguë du Canada lui-même, et aux incertitudes qui depuis 1867 au moins, depuis la victoire électorale du Parti québécois en novembre 1976 surtout, colorent la vie politique, sociale et économique du Canada. Le caractère double du Canada, et l'instabilité potentielle inhérente à cette dualité — jointe à la manière dont la France *choisit d'y réagir* — expliquent le caractère flou, voire mal à l'aise, des rapports franco-canadiens aujourd'hui.

Auriol et de Gaulle

Et pourtant . . . de telles ambiguïtés n'ont pas toujours caractérisé les relations franco-canadiennes — c'est dire, sans doute, qu'elles ne sont pas inévitables. C'est ce que prouve amplement un très intéressant article dans le numéro actuel d'une revue savante interdisciplinaire dont l'existence même témoigne de la qualité excellente qui pourraient être celle des relations entre les deux pays. *Études canadiennes/Canadian Studies*, publiée à Bordeaux une fois par an depuis 1975 par l'Association française des études canadiennes. Dans le numéro courant (n° 4, 1978), M. Pierre Guillaume, dans son article «Montaigne et Shakespeare: Réflexions sur le voyage du président Vincent Auriol au Canada, en avril 1951», décrit le voyage officiel de M. Auriol tout en le comparant au voyage officiel au Canada du président de Gaulle en 1967. Guillaume dégage aussi, très utilement, l'évolution de l'image du Canada que se faisait le général de Gaulle à partir de 1940.

Guillaume maintient, de manière convaincante, qu'en 1951, Auriol président